

[L'obscur mystère des 35 heures expliqué](#)

Michel Husson, *Alternatives économiques*, 18 mars 2019

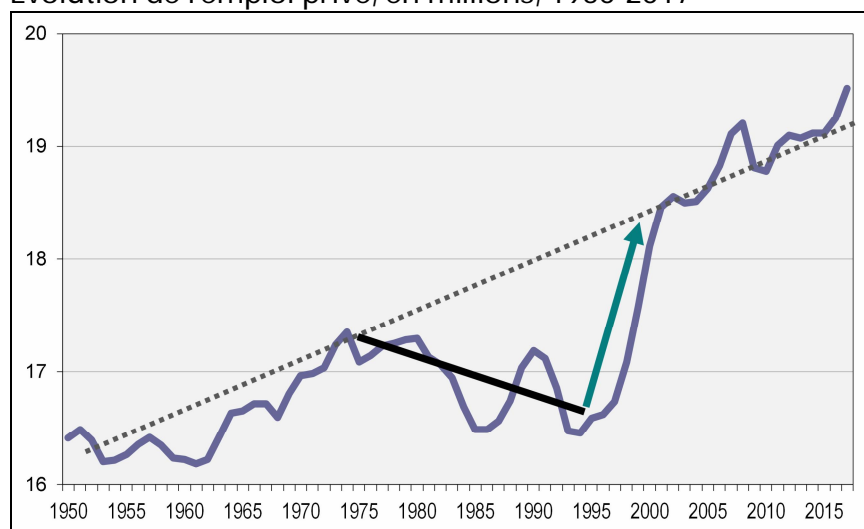
« La réduction du temps de travail : un débat d'un autre temps ? » C'est le thème d'[une session](#) du « Printemps de l'économie ». Voilà une nouvelle occasion d'éclairer ce véritable mystère : on n'a jamais créé autant d'emplois en France que lors du passage aux 35 heures, entre 1997 et 2001.

Ce sont deux millions d'emplois - dont 1,8 dans le secteur privé - qui ont été créés au cours de ces quatre années : un véritable record historique. Comment expliquer cette performance ? Certains renvoient à un épisode de croissance particulièrement soutenue, mais cet argument ne tient pas. Il suffit d'examiner la courbe de l'emploi pour constater que ces créations ont été pérennes, autrement dit qu'elles n'ont pas été annulées par la conjoncture ultérieure, comme cela a été le cas lors de la reprise de la fin des années 1980 (graphique 1). La détestation à l'égard de tout projet de réduction du temps de travail a donné lieu à un « [35 heures bashing](#) » qui cherche à en faire la cause de tous les maux de l'économie française, [contre toute évidence](#).



Graphique 1

Evolution de l'emploi privé, en millions, 1950-2017



Les entreprises privées ne créent pas tant d'emplois que ça

Une mise en perspective historique de cette performance exceptionnelle livre des enseignements intéressants. Afin d'y voir plus clair, il faut introduire une distinction essentielle, entre emploi privé et emploi public. Ce dernier sera ici défini comme l'emploi dans les « services principalement non marchands ». Cette catégorie de l'Insee regroupe les administrations publiques, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

Cette distinction est légitime, puisque que les emplois créés lors du passage aux 35 heures l'ont été pour l'essentiel dans le secteur privé. Elle est aussi fructueuse parce qu'elle conduit, en élargissant la focale, à un premier résultat important : à long terme (entre 1950 ET 2017), la contribution du secteur privé aux créations d'emplois n'a été [que de 37 %](#). Et cette contribution a même été à peu près nulle entre 1950 et 1997, puisque l'emploi privé est passé de 16,4 à 16,7 millions sur cette déjà longue période. Le précepte si souvent avancé selon laquelle « ce sont les entreprises qui créent des emplois » de personnes est donc sérieusement remis en cause.

Certes, le secteur privé créait des emplois jusqu'à la récession de 1974-1975. Mais ils ont été intégralement détruits au cours des deux « décennies noires » (1974-1994). Dans le même temps, le taux de chômage franchissait une marche d'escalier qui le fait passer du quasi-plein emploi (2 %) au chômage de masse (10 %). C'est évidemment le reflet inversé des destructions d'emplois dans le secteur privé.

Quand les gains de productivité détruisaient des emplois

Pourtant, sur l'ensemble des deux décennies noires, la valeur ajoutée du secteur privé a augmenté en moyenne de 2,1 % par an (hors inflation) : comment est-il possible que cette croissance n'ait créé aucun emploi et en ait même détruit ? Pour éclaircir ce nouveau mystère, il faut prendre en compte l'ensemble des variables qui déterminent l'emploi. Il augmente évidemment avec l'activité (la croissance) mais la productivité horaire réduit cet effet, tandis que la baisse de la durée du travail peut accroître le « contenu en emplois » de la croissance. Ces variables sont reliées par une relation simple qui se déduit de la définition de la productivité horaire :

$$\text{emploi} = \text{activité} / (\text{productivité horaire} \times \text{durée du travail}).$$

Or, sur la période considérée, la productivité horaire du travail a augmenté dans le secteur privé nettement plus vite que l'activité (3,1 % par an contre 2,1 %). La baisse de la durée du travail (0,7 % par an) n'a qu'en partie compensé ce différentiel, si bien que l'emploi a baissé de 0,3 % par an, soit de 5 % sur l'ensemble de ces deux décennies. Pour une analyse plus détaillée, on renvoie à la [version longue](#) de cette contribution.

Cette configuration est en totale rupture avec les décennies précédentes : entre 1954 et 1974, la productivité horaire augmentait beaucoup plus rapidement (5,6 %) mais moins que l'activité (6,3 %). On ne retrouve pas non plus ce type de configuration durant la période récente : entre 2008 et 2017, l'activité et la productivité horaire ont progressé à peu près au même rythme, avec un effet neutre sur l'emploi.

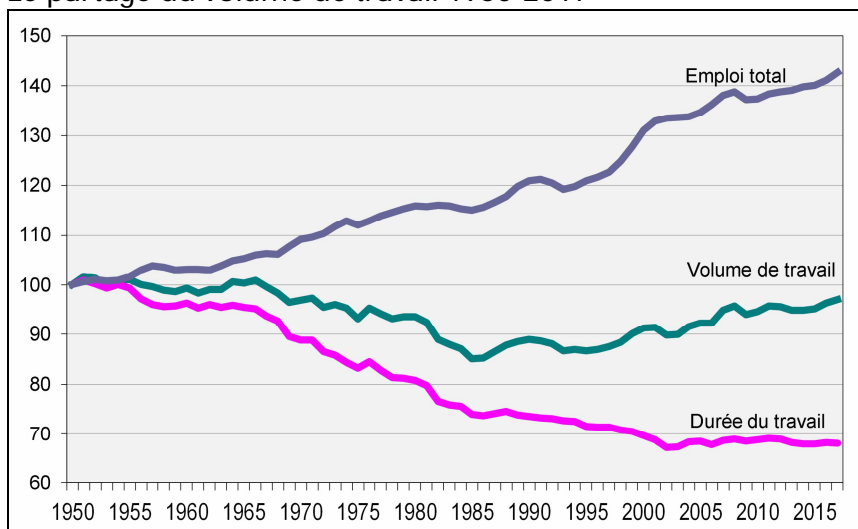
En d'autres termes, la période ouverte par la récession du milieu des années 1970 se caractérise, de la part des entreprises privées, par la recherche de gains de productivité permettant de compenser, au détriment de l'emploi, la baisse de rentabilité engendrée par la récession. Les créations d'emploi lors du passage aux 35 heures peuvent alors être interprétées comme un rattrapage du déficit d'emploi observé au cours des décennies noires. La tendance qui s'est brisée en 1975 est retrouvée à partir de 2001 (voir à nouveau le graphique 1).

Oui, il y a partage du travail

Il y avait en 1950 43,7 milliards d'heures travaillées en France. Ce nombre est de 42,4 milliards aujourd'hui. Et pourtant, sur cette longue période, l'emploi a augmenté de 42 %, tandis que la durée moyenne du travail baissait de 32 % (graphique 2). Bref, n'en déplaise aux contempteurs de la réduction du temps de travail, le volume d'heures de travail - pratiquement constant à long terme - a été effectivement « partagé » entre emploi et durée du travail.

Graphique 2

Le partage du volume de travail 1950-2017



Base 100 en 1950. Source : Insee

Si on remonte encore plus loin dans le temps, jusqu'à 1919, on constate de la même manière qu'une fraction des gains de productivité est revenue aux salariés sous forme de baisse de la durée du travail. Les précieuses données établies par [Olivier Marchand et Claude Thélot](#), et par [Pierre Villa](#), permettent de dresser le bilan suivant : entre 1919 et 2017, le Pib a été multiplié par 13, tandis que la productivité horaire l'a été par 15, de telle sorte que le volume de travail (le nombre d'heures travaillées) a baissé de 12 %. Néanmoins l'emploi a augmenté de 41 %, et cela n'a été possible que par un partage du volume de travail, grâce à une baisse de la durée annuelle du travail de 37 %, solution, encore et toujours, à la création d'emplois et à la baisse du chômage.